

Le gouvernement canadien a pris de nombreuses initiatives pour renforcer les secteurs stratégiques où le Canada a pris du retard et valoriser ceux qui en font sa force. Ces initiatives comprennent une stratégie en micro-électronique, une politique de diffusion de la technologie, des fonds accrus pour les conseils de subvention à la recherche universitaire et la création d'un réseau de centres d'excellence à l'échelle nationale.

Une politique nationale en sciences et technologie a été élaborée et un Conseil de ministres créé pour en surveiller la mise en oeuvre. Un Conseil consultatif national des sciences et de la technologie présidé par le Premier Ministre a également été institué.

Depuis la dernière réunion de la commission, les relations internationales du Canada en Science et Technologie ont été principalement orientées vers des activités susceptibles d'entraîner des retombées économiques et d'aider les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles sur le marché mondial.

Le Gouvernement du Canada a cherché à accroître la collaboration entre les gouvernements provinciaux, les organismes de recherche et le secteur privé dans une perspective internationale.

Pour ce faire, les ressources financières disponibles dans le cadre du Programme d'apports technologiques ont été augmentées d'une part, et de nouveaux postes d'agents de développement technologique ont été créés au sein des missions canadiennes à l'étranger d'autre part.

En ce qui concerne les activités de coopération bilatérale, le Canada cherche à accroître les échanges d'experts et à favoriser la communication d'informations scientifiques et techniques. Toutefois, le Canada préfère qu'une base solide de collaboration bilatérale s'établisse avant de conclure de nouveaux accords cadre.

De plus, dans le but d'encourager les entreprises canadiennes à participer à des projets EUREKA, un programme de recherche des possibilités technologiques en Europe a été mis sur pied.

Finalement, les activités multilatérales canadiennes se poursuivent activement dans des tribunes traitant de politiques d'une part (ex. Nations Unies, OCDE, Sommets économiques, etc.), et au sein d'organismes chargés de programmes d'autre part (ex. Agence Internationale de l'Energie, EURATOM, Agence Spatiale Européenne, etc.).